

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERBAU FRANCE SAS ex VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS (exPANAVI)

ZAC Haute Picardie
80200 Estrées-Deniécourt

Références : 2024 E10038
Code AIOT : 0005105433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2024 dans l'établissement VERBAU FRANCE SAS ex VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS (exPANAVI) implanté ZAC Haute Picardie 80200 Estrées-Deniécourt. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été avertie par mail du 22/02/2024 par la DDTM de la Somme, qu'un rejet issu de l'établissement VERBAU avait eu lieu dans la station d'épuration intercommunale d'Estrées-Deniécourt; celui-ci a provoqué une pollution de la STEP. L'Inspection s'est rendue sur site le 26/02/2024, l'exploitant n'ayant pas informé celle-ci de cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERBAU FRANCE SAS ex VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS (exPANAVI)

- ZAC Haute Picardie 80200 Estrées-Deniécourt
- Code AIOT : 0005105433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERBAU FRANCE exploite, sur le territoire de la commune d'Estrées-Deniécourt, une usine de fabrication de confitures industrielles, de biscuits et de desserts. Le site est spécialisé dans les desserts cuits.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 27/03/2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La station d'épuration interne au site n'est pas en fonctionnement, l'exploitant stocke les rejets aqueux de son site dans une cuve. Celle-ci est vidangée quand cela est nécessaire. Depuis la reprise du site par la société VERBAU FRANCE, des travaux ont eu lieu sur la station de prétraitement (réfection de l'étanchéité du bassin, création d'un stockage tampon 30 m3).

Le 15/02/2024, l'exploitant a souhaité vérifier, en collaboration avec les sociétés FORA-FRANCE et EAIB, la fonctionnalité de tous les équipements et vannes mises en place. Après un certain temps, l'exploitant a détecté que la cuve tampon ne se remplissait pas. Le déversement est estimé entre 10 et 15 m3.

Après recherches, l'exploitant a trouvé l'origine du problème le 19/02/2024. Les 2 vannes permettant la déviation vers le stockage tampon étaient montées à l'envers. C'est la société FORA-FRANCE qui a monté les vannes à l'envers. Une réunion de crise a été organisée avec cette société le jour même.

Le rapport d'incident été transmis à l'Inspection des installation classées par mail le 01/03/2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 5.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident concernant le rejet accidentel d'eaux de process dans la station intercommunale, est dû à une erreur humaine.

Une non-conformité a été constatée concernant l'obligation de l'exploitant de s'assurer que ses déchets sont éliminés par des sociétés dûment autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : La station de pré traitement interne n'étant pas en fonctionnement. L'exploitant stocke les rejets aqueux de son site dans une cuve. Celle-ci est vidée par l'entreprise TA services située sur la commune de BAYONVILLERS. Des bordereaux de suivi de déchets sont émis, ils portent la mention destination finale «épandage agricole». La société TA services n'est pas autorisée à traiter ce type de déchets. L'exploitant ne s'est pas assuré que la société TA services était régulièrement autorisée pour éliminer les déchets produits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois